

## Collectif National pour un Front Syndical de Classe

COMPTE-RENDU de la REUNION du FRONT SYNDICAL DE CLASSE 59/62 -  
Douai, 29 avril 2009



*Une réunion du Front syndical de classe s'est tenue à Douai le 29 avril en présence, essentiellement, de militants de la métallurgie, de la santé et de l'éducation, et d'un étudiant ayant joué un rôle important dans la bataille contre le CPE.*

Tous constatent que les tenants du syndicalisme d'accompagnement, mis en difficulté par la crise, par l'aspiration croissante au "tous ensemble en même temps" et à la grève générale, ripostent en aggravant la répression contre les syndicalistes de lutte, tout spécialement contre l'UL légitime de Douai. La confédération appuie de toutes ses forces la tentative scissionniste de mettre en place une UL réformatrice bis avec pour premier effet, de séparer les travailleurs du privé et du public ! Au niveau national, la CGT confédérale remet en cause les syndicats d'entreprise et le fédéralisme pour "nettoyer" les poches de résistance et accélérer le rapprochement avec la CFDT de Chèreque dans le cadre de la Confédération Européenne des Syndicats (qui ne cache pas son appui total au capitalisme et à l'Union européenne de Maastricht et de Lisbonne). Les confédérations ne font rien notamment pour fédérer autour des secteurs en lutte et elles ABANDONNENT à la répression ou à l'isolement les Caterpillar, les Continental, les étudiants et universitaires, les hospitaliers en lutte en "jouant la montre" et en s'alignant sur le rythme de tortue que Chèreque imprime au mouvement, tout en continuant à cautionner le dialogue social bidon de Sarkozy.

Mais l'élément principal de la situation reste le ras-le-bol des salariés frappés dans leur emploi, leur pouvoir d'achat, leurs acquis, leurs services publics, et tout bonnement, par **la casse du pays tout entier** par le MEDEF, Sarkozy et l'U.E. au service du capitalisme. Dans bien des endroits, les salariés débordent leurs directions qui négocient les licenciements au lieu de défendre l'emploi et le "produire en France".

Pour ne pas décevoir les salariés, pour contrer la manœuvre consistant à écœurer des camarades

pour les envoyer soit vers l'inaction soit vers la fausse radicalité gauchiste, il est urgent que le Front syndical de classe soit beaucoup plus connu et pour cela, beaucoup plus structuré. Il ne s'agit surtout pas de constituer un syndicat bis car cela aiderait les réformistes à "purger" davantage les syndicats et cela détournerait de l'axe principal qui est de se battre dans les entreprises et dans nos syndicats. Il s'agit au contraire de se donner les moyens organisationnels de mettre en place une structure souple de réflexion et d'intervention régulière et DE MASSE auprès des syndiqués et des salariés, de ne pas laisser dans l'isolement les camarades qui se battent, de soutenir ceux qui sont réprimés par le patronat et, de plus en plus souvent par les états-majors d'accompagnement, de faire le lien avec le grand héritage du syndicalisme de lutte dont la CGT et la FSU restent porteuses malgré leurs états-majors d'accompagnement.

Les bases de principe de cette structuration sont naturellement celles qui ont fait leurs preuves et que la CGT a abandonnées dans le but de rompre avec la FSM et d'entrer à la CES. Il faut aussi très clairement, tout en défendant en bloc les sans-papiers et les travailleurs immigrés, et tout en marquant notre solidarité avec nos frères de classe des DOM, prendre clairement conscience de la dimension nationale du combat de classe : services publics, industrie nationale, acquis de 68, 45, 36, éducation nationale, EDF, SNCF, Poste, Sécu, retraites, le MEDEF, Sarkozy et l'Europe supranationale cassent les acquis et le pays sans faire de détail ; il faut en prendre conscience si on veut fédérer les luttes sur du contenu et pas seulement sur des slogans. En particulier, il faut clairement défendre l'idée d'un "produire en France" et de coopérer avec tous les pays (le contraire de la "concurrence libre et non faussée"), sans quoi toute l'industrie de notre pays est menacée de casse et avec elle, l'emploi industriel et l'existence même de la classe ouvrière. C'est pourquoi en particulier **le FSC 59/62 appuie l'idée lancée par la CGT de Wagon-Automotive de constituer un équipementier national public dans l'automobile** en mobilisant pour cela les crédits d'Etat distribués sans contrôle par Sarkozy aux actionnaires des firmes automobiles.

**Pour faire connaître la démarche du FSC il semble important à cet égard :**

**a) de diffuser largement le tract en cours du CNFSC dans les manifestations et aux entreprises; deux banderoles FSC seront présentes le 1er mai dans le Nord/Pas-de-Calais aux manifs de Douai et de Lille ;**

**b) de convoquer une réunion plus large de signataires du FSC à Douai le 13 mai à 17 heures 30 ;**

**c) de demander au collectif national du FSC de mettre en place avant juillet une AG fondatrice du FSC en tant qu'association "loi 1901" ;**

**d) d'organiser dans le Nord une formation sur le thème: "*qu'est-ce que l'exploitation capitaliste et comment mener le combat de classe pour l'abolir ?*".**

La réunion a été dédiée à la mémoire de notre inoubliable Jacques Leclercq, tombé sous le harcèlement ignoble dont il a été l'objet de la part de faux syndicalistes.